

détacher la France de l'alliance anglaise, cette inexorable fatalité de la monarchie révolutionnaire.

Ce fut un intérêt purement dynastique qui profita de la condescendance du gouvernement dans l'affaire de Cracovie, et de son refus d'intervention contre don Carlos. A la faveur de cette double inaction, il s'établit entre le Cabinet des Tuileries et les Cours d'Autriche et de Prusse un rapprochement dont Louis-Philippe crut devoir tirer parti pour donner l'essor à un projet qu'une partie de sa famille caressait avec amour : celui de marier le duc d'Orléans, son fils aîné, à une princesse de la maison d'Autriche. Les ambassadeurs allemands furent pressentis sur un voyage du prince dans le nord de l'Allemagne, et, d'après les réponses favorables de leurs cabinets, les ducs d'Orléans et de Nemours partirent immédiatement.

Ils furent accueillis avec un vif et sincère empressement à la Cour de Berlin, où le vieux roi François-Guillaume n'avait point encore fait place à son fils. Le même accueil prit à Vienne un caractère moins politique et plus personnel, et s'adressa surtout à l'esprit insinuant et facile, à la taille élégante, à la figure régulière, bien qu'un peu efféminée du duc d'Orléans. Mais ces hommages n'excédèrent pas les limites d'une gracieuse courtoisie. L'origine révolutionnaire du prince s'éleva contre le succès de prétentions plus ambitieuses. En faisant écarter poliment et contre l'assentiment de son propre père, la demande que le fils aîné de Louis-Philippe avait faite de la princesse Thérèse, fille de l'archiduc Charles, M. de Metternich dit avec tout l'aplomb d'un ministre indispensable : « J'aurais volontiers donné l'archiduchesse au duc de Chartres ; je ne puis l'accorder au duc d'Orléans. » Le jeune prince alla dévorer son humiliation à la cour de Naples ; mais son frère et lui furent rappelés en France par l'avis d'un nouvel attentat commis sur la personne